

## Les candidats auditionnés par le patronat

« L'opération séduction des partis devant le patronat », titre **Le Figaro** qui revient sur les auditions, hier, des têtes des principaux partis politiques invités à défendre leur programme économique devant les chefs d'entreprise. « Nous voulons démontrer notre volonté commune que la voix des entreprises soit entendue », a déclaré Patrick Martin (Medef). De tous les invités du jour, c'est sans doute **Jordan Bardella** qui jouait le plus gros et devait casser l'image d'ennemi des entreprises qui colle à son parti. « J'ai compris en venant ici qu'il fallait que je rassure », a admis le leader frontiste, venu avec Eric Ciotti. Toutefois, en voulant profiter de l'image « pro-business » accolé au LR, Jordan Bardella a surtout mis en évidence l'écart qui sépare le programme économique des deux partis. « Je ne décalerai pas l'âge de départ à la retraite, car la réforme d'Emmanuel Macron est injuste socialement », a-t-il déclaré. En revanche, il n'a pas dit clairement dans quelle condition il souhaitait permettre à certains de partir encore plus tôt. Un manque de clarté dans lequel **Bruno Le Maire** s'est engouffré avec délectation. « Si quelqu'un a compris ce que le couple improbable a expliqué sur les retraites ? », a raillé le ministre de l'Economie. En comparaison, la tâche des représentants du NFP paraissait presque aisée. Après avoir dévoilé un programme comprenant le passage du smic à 1 600 euros ou encore l'indexation des salaires sur les prix, les partis de gauche n'avaient plus grand-chose à perdre auprès des patrons. « Avez-vous fait suffisamment pour votre pays ? », a interpellé **Boris Vallaud** devant une assemblée interloquée. « Je n'ai pas trouvé ça correct », a réagi Audrey Louail, présidente de Croissance Plus. Le bloc central a tenté d'exister, devant un auditoire pourtant plutôt acquis à sa cause. Ainsi, **Bruno Retailleau** a tenté de convaincre son auditoire de la nécessité de faire confiance à la droite française quand **Edouard Philippe** a vendu à son auditoire la formation « d'une nouvelle majorité parlementaire allant de la droite conservatrice jusqu'à la gauche sociale ». Mais c'est Bruno Le Maire qui a nettement remporté - grâce à quelques bons mots - les suffrages patronaux à l'applaudimètre. Seule attente de Bruno Le Maire face aux patrons : qu'on le laisse finir ce qu'il a commencé. En matière de simplification, par exemple : « Le texte est prêt à être voté, à vous de voir si vous voulez refaire tout le travail. Il est entre vos mains, plus entre les miennes. » (Le Figaro, p.22)

« Devant les patrons, le camp Macron applaudi, Bardella épargné, le Nouveau Front populaire sifflé », titre **Les Echos** pour lequel il y a bien eu une distribution de bons points, mais aussi de très mauvais points. Et pour un candidat, Jordan Bardella, ce ne fut ni l'un ni l'autre, et c'est bien là tout ce qu'il était venu chercher. (Les Echos, p.2)

« Polémiques sur les effets d'un Smic à 1 600 euros », titre **Les Echos** qui se focalise sur cette proposition du **NFP**, quasi inédite par son ampleur. Sans surprise, cette mesure passe mal auprès des organisations patronales. Impossible d'absorber un tel choc. La compétitivité et l'emploi en subiront les conséquences, alertent-elles. « Cette proposition sent bon les années 1970 et passe à côté du problème. Le problème n'est pas que des gens soient payés au SMIC, c'est qu'ils restent payés au Smic », estime Gilbert Cette. (Les Echos, p.3)